



Berceau de l'industrie automobile Les Hauts-de-Seine devraient être à la pointe du combat pour de nouveaux concepts de financement et d'industrialisation de la filière automobile basés sur la coopération

Les exigences de rentabilité sans fin du capital industriel et financier imposent à l'industrie automobile française des conséquences sociales, sociétales et environnementales désastreuses. Tous les secteurs d'activités sont confrontés aux externalisations et délocalisations des activités industrielles et d'ingénieries. La mise en concurrence des salariés à l'échelle de la France et des autres pays européens et du monde conduit l'ensemble des salariés vers toujours plus de moins disant sociaux (salaire en baisse, conditions de travail dégradées...). - Entre 2006-2021, la filière française perd près de 120 000 salariés, soit 40 % de ses emplois. En 20 ans, la production de véhicules particuliers en France de Renault et Stellantis est divisée par 3,76 (2,7 millions en 2000 à 735 000 en 2023) avec un seul véhicule fabriqué en France dans le Top 10 des ventes pour 2023. - Le capital pousse à produire des véhicules

% . Et l'électrification des véhicules censée répondre aux questions écologiques n'a pas fracturé ce paradigme, au contraire ! - Ceci a pour effet de voir le parc automobile d'occasion français et européen continuer à vieillir dangereusement : La part des voitures âgées de plus de 10 ans en Europe occidentale atteint désormais plus de 51,2 %. C'est particulièrement élevé dans les pays d'Europe du Sud (presque 60 % en Italie). Dans les pays de l'Est, elle est de 77 % en moyenne et atteint même 81 % à la fois en Pologne et en Roumanie. - En 2023, la balance commerciale du secteur automobile français est déficitaire de 23,9 milliards d'euros. Les fonds publics accordés sans conditionnalité au nom du soutien à la filière automobile sur la période 2020-2022 atteignent 5,8 milliards d'euros. Nous avons besoin d'une nouvelle industrialisation de la filière automobile et de toute l'industrie, basée sur la coopération entre les différents acteurs locaux, nationaux et européens dans la perspective de répondre aux besoins des populations et à la création d'emplois. Des droits nouveaux avec de réels pouvoirs décisionnels doivent être apportés aux organisations syndicales et aux

populations pour que les dimensions sociales, sociétales et environnementales soient la matrice des choix de R&D,



d'industrialisation et de financement des services publics. La conditionnalité des aides publiques à la préservation et au développement de l'emploi, l'arrêt des délocalisations, la réindustrialisation du pays avec l'accès à des prêts publics à taux 0 %, l'amélioration des conditions sociales (salaires, conditions de travail, départs anticipés et retraite à 60 ans...), sont autant de sujets que le PCF portera dans sa campagne sur l'industrie et les services publics.



toujours plus puissants, plus lourds, plus chers et toujours plus inaccessibles. Leur prix de vente a augmenté de près de 50

UN SUCCÈS DU PCF

APRÈS SON ADOPTION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, NOTRE PROPOSITION DE LOI POUR LE REMBOURSEMENT INTÉGRAL DES SOINS LIÉS AU CANCER DU SEIN VIENT D'ÊTRE ADOPTÉE AU SÉNAT !

Services publics : pourquoi les communistes veulent les inscrire dans la Constitution

Les sénateurs communistes du groupe CRCE-K souhaitent inscrire dans la Constitution une Charte des services publics pour améliorer la vie des Français. Cécile Cukierman, présidente du groupe communiste, argue que la proposition de loi débattue ce mercredi 30 octobre est essentielle pour assurer la vie des Français. Les services publics sont dégradés et doivent être protégés par les citoyens et les agents qui peinent parfois à fournir un service public de qualité. Les sénateurs souhaitent constitutionnaliser ce point de vue républicain afin d'assurer la vie des Français. Les sénateurs veulent s'assurer d'une véritable charte pour les services publics et incarner ainsi l'égalité sociale et territoriale. La Droite n'a pas donné un avis favorable à cette proposition.



Cité jardins

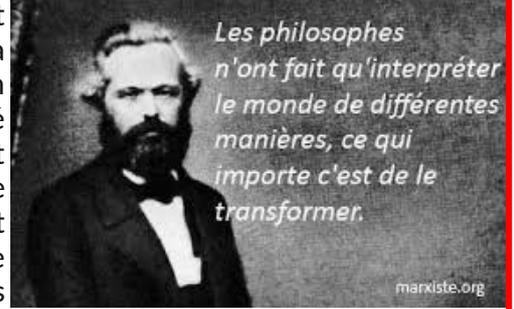
Hauts-de-Seine habitat a lancé une consultation pour une mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de réhabilitation lourde en milieu vide de 17 immeubles collectifs, soit 523 logements situés. La réhabilitation concerne la restructuration des plateaux de logements, le traitement de l'enveloppe et des espaces extérieurs des abords des bâtiments. « Les performances acoustiques et thermiques seront optimisées par la réalisation d'une isolation thermique par l'intérieur et la pose de chapes acoustiques », indiquent les documents de marché. Il s'agit d'une rénovation à vide ! Que vont devenir les familles de locataires actuelles ?

Mobilisez-vous pour défendre vos intérêts !

Être reconnu utile par le monde du travail : une priorité organisationnelle et politique du PCF.

Depuis deux Congrès, notre parti vise à retrouver sa place parmi les travailleurs et les catégories populaires. Nous affirmons une stratégie de rassemblement du monde du travail autour d'intérêts de classe partagés face aux logiques du capitalisme. Mais pour que cette ambition soit réelle et

influente, un cap doit être franchi, à commencer par un engagement renforcé dans les lieux de vie et de travail. La campagne actuelle pour l'emploi et contre l'austérité, axée sur l'industrie et les



services publics, illustre bien cet engagement : au-delà des revendications, elle vise à affermir notre présence locale et à renouveler nos méthodes d'action pour rester au plus près des réalités du monde du travail. Aujourd'hui, nombre de Français perçoivent encore mal ce qui distingue le PCF d'autres forces de gauche. Notre visibilité médiatique a certes progressé, portée par notre secrétaire national et par notre candidat aux Européennes, ce qui laisse entrevoir un nouvel électorat, mais sans traduction actuelle. Notre influence électorale peine encore à s'installer durablement, comme en témoignent des scores autour de 2 à 2,5 %. Ce résultat nous interroge, car une partie de nos concitoyens ne voient pas encore le PCF comme une force politique pleinement crédible et influente. Nous devons donc examiner les défis à relever pour retrouver une place centrale dans la Société française. Nos débats s'articulent autour de trois questions essentielles : d'abord, l'analyse de la séquence électorale récente, notamment des européennes et législatives, et de ce qu'elle révèle sur l'état du PCF aujourd'hui ; ensuite, comment lutter plus efficacement contre l'extrême droite et les politiques capitalistes qui nourrissent sa progression pour gagner des transformations révolutionnaires ; enfin, quelles campagnes politiques et idéologiques prioritaires mener pour reconquérir le monde du travail et les catégories populaires, et quelles transformations sont nécessaires dans notre organisation pour Sur le plan organisationnel, la campagne qui se profile doit atteindre un double objectif : d'une part, mobiliser et renforcer nos rangs avec de nouvelles adhésions, une meilleure représentativité des femmes et de nouvelles pratiques militantes ; offrir des formations pour consolider notre projet politique. Ce travail de fond est indispensable pour donner plus de poids à notre action et faire avancer nos idées dans le pays. Car, comme le disait Lénine, « là où il y a une volonté, il y a un chemin » – mais ce chemin exige une organisation solide pour mener à bien nos objectifs.

Union Européenne: À quand la paix et la prospérité promises ?

Lors de sa création, l'Union européenne vantait la « paix et la prospérité », les citoyens ont été trompés sur les marchandises. C'est à un alignement sur la politique des États-Unis que nous assistons plutôt, dans une logique de bloc. Avec une forte dérive vers des régimes autoritaires dans de nombreux États et un glissement en ce sens en France même. Alors que depuis deux ans, la guerre a atteint le continent européen lui-même, c'est malheureusement cette politique pro-OTAN qui est de nouveau favorisée, et ce, au risque d'un embrasement du conflit. Cette ligne, c'est également celle qui a été confirmée lors de la présentation de la Commission européenne dévoilée par Ursula von der Leyen le 17 septembre dernier. Celle-ci « démontre le projet politique des classes dirigeantes européennes : celui d'imposer une nouvelle et violente cure d'austérité aux peuples, en poussant les États membres à accélérer le démantèlement des politiques sociales et des services publics, au mépris de la souveraineté des peuples et d'un développement social partagé. » Une Commission européenne qui entend d'une part confirmer son dogmatisme néolibéral austéritaire et continuer à favoriser l'engrenage guerrier de l'autre. Pourtant, ces politiques se heurtent de plus en plus à la réalité. C'est le cas, de nouveau, avec les priorités affichées de l'Union européenne pour 2024-2029. Celles-ci sont au nombre de trois 2 : 1. Défendre une Union européenne démocratique et libre. Quid de ces « valeurs démocratiques » lorsque l'un des vice-présidents de la Commission européenne n'est autre que Raffaele Fitto, membre du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia et condamné par le passé pour corruption ? Quid des valeurs lorsque Ursula von der Leyen annonce le 14 octobre dernier une

nouvelle législation pour favoriser les expulsions de migrants alors même que les mesures prises actuellement par l'Union européenne

étape supplémentaire dans l'engrenage des affrontements ? 3. Une Europe prospère et compétitive : Comment peut-on



sont déjà totalement illégales d'un point de vue du droit international et des Conventions de Genève ? 2. Une Europe forte et sûre. Ce que nous avons pu observer ces dernières années, que ce soit pendant la pandémie, depuis le début de la guerre en Ukraine ou avec les crimes contre l'humanité perpétrés en Palestine et l'agression du Liban, c'est bien une absence totale de la diplomatie européenne au profit d'un alignement sur la politique étrangère des États-Unis. Quid de « l'autonomie stratégique » et de la lutte contre les dépendances dans ce contexte ? Pourtant l'UE n'aurait-elle pas intérêt à être un acteur au service de la paix entre les peuples ? Idem pour les questions de sécurité : Depuis quand faire la guerre est le chemin le plus court pour la paix ? L'Union européenne et les pays qui la composent n'auraient-ils pas intérêt à enfin entamer des pourparlers pour la paix et la sécurité collective au niveau paneuropéen pour défendre une paix juste et durable au Moyen et au Proche-Orient ? En quoi l'élargissement d'une UE libérale et atlantiste vers l'Est permettrait-il à l'UE de sortir renforcée, et ne serait-il pas une

croire que les nouvelles cures d'austérité prévues vont nous permettre de parvenir à la prospérité et à la compétitivité ? Aujourd'hui, les peuples comme les entreprises ont besoin de services publics forts, notamment dans les domaines des transports, de l'énergie ou de secteurs fondamentaux comme l'éducation et la santé. La transition écologique et la neutralité carbone sont inatteignables sans un investissement massif des États et une réindustrialisation. Les auditions des commissaires par le Parlement européen se dérouleront du 4 au 12 novembre avant leur validation. Une chose est sûre, rien ne va dans la nouvelle Commission européenne : ni le casting, ni ses orientations politiques. Le dogmatisme néolibéral voudrait nous faire croire que la formule magique du « tout marché » permettrait de résoudre la crise systémique. Pourtant les faits sont têtus et la réalité est en totale contradiction avec les dogmes prônés par Bruxelles. Il est grand temps de changer de cap, mais cela nécessite que les intérêts des travailleur·ses et des peuples d'Europe soient enfin entendus.

Déplacement forcé d'exilés en Albanie : des juges italiens demandent à la Cour européenne de justice d'intervenir !

Des juges italiens ont demandé à la Cour européenne de justice d'intervenir sur la nouvelle politique du gouvernement de Giorgia Meloni. La première ministre d'extrême droite Giorgia Meloni veut à tout prix faire passer son accord honteux avec l'Albanie. Une nouvelle étape a été franchie pour tenter de garantir les droits fondamentaux des demandeurs d'asile. Une bataille nécessaire, face au gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni qui cherche à contourner l'opposition de la justice à son accord sur les exilés passé avec l'Albanie. Ainsi, des juges du tribunal de Bologne ont demandé à la Cour européenne de justice, vendredi 25 octobre, de clarifier la situation face aux « divergences évidentes » et aux « conflits d'interprétation » dans le système juridique italien, selon un document lu mardi 29 octobre par l'Agence France Presse. Il s'agit d'un conflit fondamental entre le gouvernement et les juges romains. Ces derniers ont refusé d'approuver la détention des 12 premiers exilés envoyés dans des centres en territoire albanais début octobre. Les demandeurs d'asile ont ensuite été rapatriés en Italie. Le refus des juges d'approuver la détention Pour refuser d'appliquer l'accord honteux du gouvernement italien avec l'Albanie, les magistrats romains se sont appuyés sur un arrêt de la Cour européenne de

justice selon lequel les pays dits « sûrs » doivent l'être dans leur totalité, tandis que l'Italie a établi une liste de pays sûrs avec des exceptions, telles que la



Albanie les centres de rétention des migrants sont prêts

persécution de certaines catégories comme les personnes LGBT. Pour pouvoir enfin appliquer l'accord qui remet purement et simplement en cause le droit d'asile, le gouvernement italien a rapidement modifié la loi, supprimant les directives précédentes. À la suite de ces modifications, les juges ont demandé une clarification de l'interprétation de la législation. « Le système de protection internationale est, par nature, un système juridique de garantie pour les minorités exposées aux risques d'agents persécuteurs, qu'ils soient étatiques ou autres », ont-ils écrit. « On pourrait dire, paradoxalement, que l'Allemagne nazie

était un pays extrêmement sûr pour la grande majorité de la population allemande : à l'exception des juifs, des homosexuels, des opposants politiques,

des personnes d'origine rom et d'autres groupes minoritaires, plus de soixante millions d'Allemands jouissaient d'un niveau de sécurité enviable », ont-ils déclaré. Et de poursuivre : « La même chose pourrait être dite de l'Italie sous le régime fasciste ».

Avec le PCF je passe à l'action !

- _____ **J'adhère au Parti Communiste Français**
- _____ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**
- _____ **Je souhaite recevoir les informations
générales du PCF**

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Courriel : **Tél. :**

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes
Tél : 06 44 74 40 87
Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com